

**Contacts presse :**

Sam Connatty  
Tél. : +44 (0) 870 904 3601  
E-mail : [sam.connatty@capgemini.com](mailto:sam.connatty@capgemini.com)

Ingrid Pinchot  
Tél. : + 33 (0)1 47 54 50 71  
E-mail : [ingrid.pinchot@capgemini.com](mailto:ingrid.pinchot@capgemini.com)

**Selon la 16<sup>ème</sup> édition annuelle de l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie, les mesures adoptées par la Commission Européenne sont insuffisantes pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en énergie de l'Europe**

Paris, le 28 octobre 2014 – [Capgemini](#), un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance, en partenariat avec l'équipe de la recherche de [Natixis](#), [CMS Bureau Francis Lefebvre](#) et [Vaasa ETT](#)<sup>1</sup>, publie la seizième édition de son étude annuelle, [l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie](#). Cette étude montre qu'en 2014 comme en 2013, les marchés européens de l'électricité et du gaz restent très perturbés avec notamment des prix de l'électricité négatifs sur les marchés de gros. Pour faire face à cette situation, la Commission européenne a défini de nouveaux objectifs et règles qui demeurent insuffisants pour restaurer la stabilité et la pérennité des marchés. La sécurité de l'alimentation électrique sera menacée dès cette année dans certains pays européens et le sera en 2015 dans d'autres. En outre, la sécurité d'approvisionnement en gaz sera également préoccupante si la situation géopolitique entre la Russie et l'Union Européenne reste tendue. Malgré ce contexte difficile, la situation financière de la plupart des Utilities<sup>2</sup> s'est stabilisée.

***Selon l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie,***

***1. Les règles européennes des marchés de l'électricité doivent être transformées rapidement et en profondeur***

La Commission européenne semble avoir pris conscience de la nécessité de réaliser des réformes et a décidé de modifier sa politique Energie Climat. Le 23 octobre 2014, elle a en effet fixé pour objectif majeur une réduction d'au moins 40% des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 (par rapport à 1990). Il sera réparti entre les Etats Membres. A l'échelle de l'Union européenne, la proportion des énergies renouvelables dans le mix énergétique devra représenter 27% en 2030, contre 14,1% en 2012, et un gain d'efficacité énergétique de 27% par rapport aux projections effectuées en 2005 est attendu. Ces derniers objectifs sont

---

<sup>1</sup> Natixis, CMS Bureau Francis Lefebvre et Vaasa ETT sont partenaires de Capgemini sur l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie. Voir la note « A propos de l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie » à la fin de ce communiqué de presse pour plus d'information sur leurs contributions.

<sup>2</sup> Utilities: sociétés de production, transport, distribution et vente d'électricité et de gaz.

secondaires car ils ne sont pas contraignants pour les Etats Membres. Cependant, des mesures plus radicales sont nécessaires et la nouvelle Commission européenne devrait instaurer de nouvelles règles de marchés.

Pour Colette Lewiner, experte mondiale du secteur de l'Energie et des Utilities chez Capgemini, « *En établissant ces objectifs, la Commission européenne réagit aux dysfonctionnements actuels des marchés. Toutefois, leurs effets n'interviendront pas avant de longues années. Or, sans changements rapides et profonds, des prix de gros négatifs pour l'électricité pourraient perdurer et de nouvelles fermetures de centrales à gaz pourraient intervenir. Par ailleurs, les prix continueront d'augmenter sur les marchés de détail, et l'approvisionnement en électricité pourrait être progressivement menacé dans plusieurs pays européens.* »

Enfin, les investissements nécessaires à long terme – estimés à 2 200 milliards de dollars d'ici 2035 dans les infrastructures électriques<sup>3</sup>, seront difficiles à financer. Pour l'équipe Utilities de la Recherche Global Markets de Natixis « *Dans le contexte opérationnel actuel incertain, la baisse des budgets d'investissement des utilities en Europe constitue pour l'instant un levier central d'amélioration de leurs structures financières.* »

## **2. L'approvisionnement gazier européen est fragile**

Le gaz consommé en Europe provient à 30% de la Russie<sup>4</sup>, dont la moitié<sup>5</sup> transite par l'Ukraine. Les relations avec la Russie ont donc un impact sur cet approvisionnement. Suite à la crise entre la Russie et l'Ukraine, Gazprom<sup>6</sup> a cessé ses livraisons dans ce pays depuis juin 2014. Il s'agit de la troisième coupure réalisée par Gazprom en huit ans. Si la situation diplomatique entre l'Union européenne et la Russie reste tendue, l'approvisionnement en gaz pourrait également être menacé cet hiver dans les pays européens qui ont la Russie comme unique ou principal fournisseur.

L'Observatoire préconise les mesures suivantes pour accroître la sécurité d'approvisionnement en gaz de l'Union européenne :

- envisager d'autoriser l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste afin d'augmenter les approvisionnements nationaux,
- augmenter les importations de GNL<sup>7</sup>,
- construire de nouvelles capacités de stockage,
- promouvoir les gazoducs ne passant pas par la Russie.

Le Royaume-Uni et des pays d'Europe de l'Est<sup>8</sup> ont ainsi lancé l'exploitation du gaz de schiste. L'Allemagne, qui est très dépendante de la Russie pour ses achats de gaz<sup>9</sup>, envisage de promulguer une loi autorisant sous

<sup>3</sup> Estimation de l'Agence internationale de l'énergie.

<sup>4</sup> L'approvisionnement en gaz de l'Union européenne a pour origine : 34% production intérieure à l'Union européenne, 30% la Russie, 22% la Norvège, 5% l'Algérie, 5% le Qatar, 2% autre.

<sup>5</sup> 50%

<sup>6</sup> Groupe gazier et pétrolier russe.

<sup>7</sup> GNL : Gaz Naturel Liquéfié.

<sup>8</sup> Par exemple la Pologne et la Roumanie.

<sup>9</sup> 37% de sa consommation en gaz provient de Russie.

conditions la technique du « fracking »<sup>10</sup>. Cependant, l'utilisation de cette technologie se heurte parfois à l'opposition de l'opinion publique et de certains gouvernements, comme en France et en Bulgarie.

### **3. La transition énergétique se heurte à de nombreuses difficultés**

L'Allemagne a mis en œuvre sa transition énergétique dès 2011. Le prix de détail de l'électricité pour les particuliers y a connu une hausse très importante (+57%) entre 2006 et 2013 et il est actuellement deux fois plus élevé en Allemagne qu'en France. En outre, la construction massive de capacités éoliennes a nécessité de forts investissements sur les réseaux qui doivent être adaptés pour transporter l'électricité de la mer du nord où sont implantées les éoliennes, vers le sud de l'Allemagne où sont situées les zones industrielles. Ces constructions de lignes électriques se heurtent à une opinion publique divisée et à des règles administratives lourdes. Pour tenter de contenir ces hausses de prix, le Parlement allemand a adopté en août 2014 des mesures diminuant les subventions aux énergies renouvelables et limitant les exemptions de certaines taxes pour les grands industriels énergétivores.

Selon Perry Stoneman, en charge du secteur de l'Energie et des Utilities chez Capgemini, « *Les leçons tirées de l'expérience allemande doivent être prises en compte par les autres membres de l'Union européenne qui souhaitent adopter des lois sur la transition énergétique. Le rythme de croissance des énergies renouvelables doit être contrôlé afin de limiter l'augmentation rapide des prix de l'électricité et de préserver la compétitivité des entreprises.* »

### **4. La transformation des Utilities passe par le digital**

Dans « Horizon 2020 », l'important programme multisectoriel de R&D<sup>11</sup> adopté par l'UE, la collecte, le traitement et l'utilisation des données sont reconnus comme des priorités dans l'ensemble des secteurs économiques, notamment celui de l'énergie. Cela confirme que les solutions numériques sont des leviers importants pour le futur.

#### **A propos de l'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie**

L'Observatoire Européen des Marchés de l'Energie est une publication annuelle de Capgemini qui a pour objectif de suivre les principaux indicateurs des marchés de l'électricité et du gaz, de surveiller l'équilibre entre l'offre et la demande, de mesurer les progrès dans l'établissement d'un marché ouvert et concurrentiel dans les 28 pays de l'Union européenne, en Norvège et en Suisse, ainsi que d'observer l'évolution des indicateurs de la directive Energie-Climat. Cette 16<sup>ème</sup> édition, bâtie en majorité à partir de données publiques combinée à l'expertise de Capgemini sur le secteur énergétique, fait référence aux données de l'année 2013 et de l'hiver 2013/2014. Une expertise spécifique sur la situation financière des Utilities et la performance de ce secteur, la politique énergétique européenne et la mobilité des clients est produite respectivement par l'équipe de la recherche de Natixis, CMS Bureau Francis Lefebvre et VaasaETT.

<sup>10</sup> Fracking : technique de fissuration d'une roche au moyen d'une injection d'un liquide sous pression pour récupérer du pétrole et du gaz dans des roches imperméables. Cette technique est combinée à des forages horizontaux.

<sup>11</sup> R&D : Recherche et Développement.

### **A propos de Capgemini**

Fort de près de 140 000 collaborateurs et présent dans plus de 40 pays, Capgemini est l'un des leaders mondiaux du conseil, des services informatiques et de l'infogérance. Le Groupe a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 10,1 milliards d'euros. Avec ses clients, Capgemini conçoit et met en œuvre les solutions business et technologiques qui correspondent à leurs besoins et leur apporte les résultats auxquels ils aspirent. Profondément multiculturel, Capgemini revendique un style de travail qui lui est propre, la « [Collaborative Business Experience™](#) », et s'appuie sur un mode de production mondialisé, le « [Rightshore®](#) ».

Plus d'informations sur : [www.capgemini.com](http://www.capgemini.com)

*Rightshore® est une marque du groupe Capgemini*